



liaisons

SPECIAL N° 10

Henri Simon
155, Allée du Pavillon
77 DAMMARIE-LES-LYS
France



71 cockerill- ougrée

LIAISONS
périodique
mensuel

correspondance:
BP 12
IXELLES 2
1050
BRUXELLES

LIAISONS

Les colonnes de LIAISONS sont ouvertes aux groupes, comité d'Action, de Grève, etc... issus de la base, et qui veulent, sans être noyautés par une secte politique, exprimer leur point de vue, diffuser une information ou un communiqué.

Tout camarade isolé qui possède des informations sur une grève, sur une intervention arbitraire de la police, ou tout autre sujet intéressant la situation sociale, peut se mettre en rapport avec LIAISONS, envoyer un article, ou aider à en rédiger un.

Tous les textes rassemblés dans LIAISONS doivent être considérés comme base de discussion. LIAISONS recevra avec plaisir toute critique, objection, observation concernant les textes publiés.

LES INFORMATIONS

Nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent être utiles dans la lutte quotidienne contre le patron.

COLLABORATION A LIAISONS

Collaborer à LIAISONS, régulièrement ou occasionnellement ne signifie en aucun cas se faire récupérer par une quelconque chapelle politique. On y dit ce que l'on a à dire et c'est tout.

Pour que LIAISONS soit efficace, il faut que les contacts soient nombreux, c'est pourquoi nous organisons des réunions d'information et de discussion à Bruxelles, à Liège, à Quaregnon.

Pour contacter LIAISONS : BP 12 Ixelles 2
1050 Bruxelles

Pour aider LIAISONS : ccp 26.34
J. de Miomandre - 1160 Bruxelles

Ed. resp. J. DESMET, 17 rue de la Commune - 1040 Bruxelles

§ § § §

COCKERILLCHRONOLOGIE DE LA GREVEMardi 16 mars

Le service Traction de Cockerill part en grève dans la nuit de lundi à mardi, sur des problèmes propres. Le problème est le suivant : après un certain nombre d'heures de travail, les ouvriers ont droit à un "45 heures" (en fait actuellement 41h 1/2) de repos. Cependant, pour éviter que l'usine ne tourne trop au ralenti pendant la période des vacances, la direction a proposé d'anticiper certains "45h" ; pratiquement, cela signifiait que les travailleurs en auraient 4 ou 5 par mois, au lieu de 2 ou 3. Ce qui fut accepté à contre-cœur (car ce système réduisait les vacances), et les programmes de travail furent établis en conséquence.

Or voilà que la direction, pour divers motifs (entre autres, un manque de personnel pour cause de maladie), décide de supprimer certains de ces "45h". Ajoutons à ce climat le problème du rapprochement des salaires des hommes (pilote, machiniste, accrocheur), lesquels salaires sont anormalement éloignés, le vieux problème de l'équivalence avec les salaires de l'ex-Espérance, et l'on voit que cette manière de traiter les ouvriers comme des marionnettes fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

Ces faits seront toujours cachés par la radio, la presse et les syndicats. Dans la journée, l'usine se paralyse peu à peu. Certains délégués voient là l'occasion de se refaire une vertu dans les secteurs où leur mainmise est la plus forte (Aciérie Thomas, Electriciens du Centre, etc...) : les élections syndicales sont proches et ça fait bien de se donner un petit air revendicatif ! Alors que dans les innombrables grèves sauvages de la Traction qui ont eu lieu depuis 69, ces mêmes délégués empêchaient leurs secteurs de se mettre en grève et préféraient le chômage, on les voit aujourd'hui provoquer des assemblées ! Ce sont eux qui mettent en avant le mot d'ordre syndical de "prime de vie chère de 500 francs par mois" et autres revendications qui n'ont rien à voir avec la grève de la Traction.

La presse parlée et écrite, tout au long de la grève, parlera uniquement de ces revendications syndicales. Pour que la chronologie concorde, la R.T.B. annoncera à 17 heures que la grève a commencé à 11 heures, puis, à 20 heures, qu'elle a commencé en début d'après-midi. De même, elle se fait l'écho des vœux pieux des délégués syndicaux mentionnés ci-dessus, qui auraient voulu que la grève soit limitée à 24 heures. L'évolution de la situation montrera que, dans une certaine mesure, ils ont joué avec le feu.

Ce mardi, la R.T.B. parle de 4.000 grévistes, mais, déjà, la situation est trop confuse pour déterminer quel secteur est parti en grève spontanément, quel secteur est mis en grève par ses délégués syndicaux, ou quel secteur est forcé à l'inaction par l'arrêt de la Traction. Cette confusion caractérisera les jours suivants et, aujourd'hui encore, il est impossible d'avoir une idée claire et complète à ce sujet.

Dans l'après-midi, le Train à fil, le Train à billettes et les Bloomings I et II suivent le mouvement.

Mercredi 17

Le nombre de travailleurs qui se croisent les bras (grévistes ou chômeurs) passe à 10.000, puis à 15.000, car d'autres entreprises marchent dans le coup : Phénix-Works, les Tubes de la Meuse, Ferblatil, Tolmatil, Prayon-Engis. Seraing (ancienne usine Cockerill) est entièrement à l'arrêt. Trois hauts-fourneaux y sont mis en veilleuse.

Ce mercredi, le syndicat précise dans une résolution les revendications qu'il a mises en avant. L'esprit en est trop caractéristique pour que nous ne la citions pas :

" Le Comité syndical des Métallurgistes F.G.T.B. de Cockerill; réuni en assemblée générale le 17-3-1971, après un examen approfondi de la situation :

Enregistre le coup de semonce frappé par les travailleurs de l'entreprise à propos de la vie chère.

Décide d'encourager immédiatement les contacts avec la direction pour la réalisation d'une prime mensuelle de vie chère.

Demande à son organisation syndicale de faire le maximum pour activer la réalisation de

- l'indexation des barèmes fiscaux ;
- le maintien de tous les avantages de l'A.M.I. et ce sans augmentation des cotisations ouvrières ;
- l'aboutissement positif des revendications réclamées par la F.G.T.B. sur le plan interprofessionnel.

En conclusion, il décide d'engager les ouvriers à reprendre le travail. (souligné par nous) (1)

Une réunion avec la direction est prévue pour le lendemain après-midi.

Dès lors, la tactique syndicale se précise. Le patron leur a dit qu'il refusait de discuter le montant de la prime tant que le travail n'aurait pas repris. Morale : un bon délégué fait tout pour que cesse la grève. Ce genre d'attitude dégueulasse, généralement honteusement cachée, reçoit cette fois toute la publicité possible : le rôle des syndicats est devenu tellement évident pour tous que la presse et la radio n'ont pas peur de dire que les délégués vont tenter de faire reprendre le travail.

1. Pourquoi le journal La Gauche du 19 mars 71, citant cette motion, omet-il la dernière phrase ?

Le service Traction est soumis à un régime intensif d'assemblées-bourrage de crâne, car c'est lui qui bloque l'usine et empêche les autres secteurs de reprendre. De plus, il s'agit maintenant pour les syndicats de faire reprendre les divisions qui dépendent peu ou prou du fonctionnement de la Traction.

D'autre part, on apprend que mis à part les secteurs où des délégués voulaient faire leur petite propagande électorale (une minorité), la plupart des services n'ont pas eu d'assemblées et sont tenus ainsi dans l'ignorance la plus complète du sens général du mouvement. Ainsi, par exemple, les ouvriers de la Cokerie de Seraing sont invités à rentrer chez eux à midi, sans plus d'explication.

La fonderie travaille normalement.

Jeudi 18

20.000 grévistes ou chômeurs.

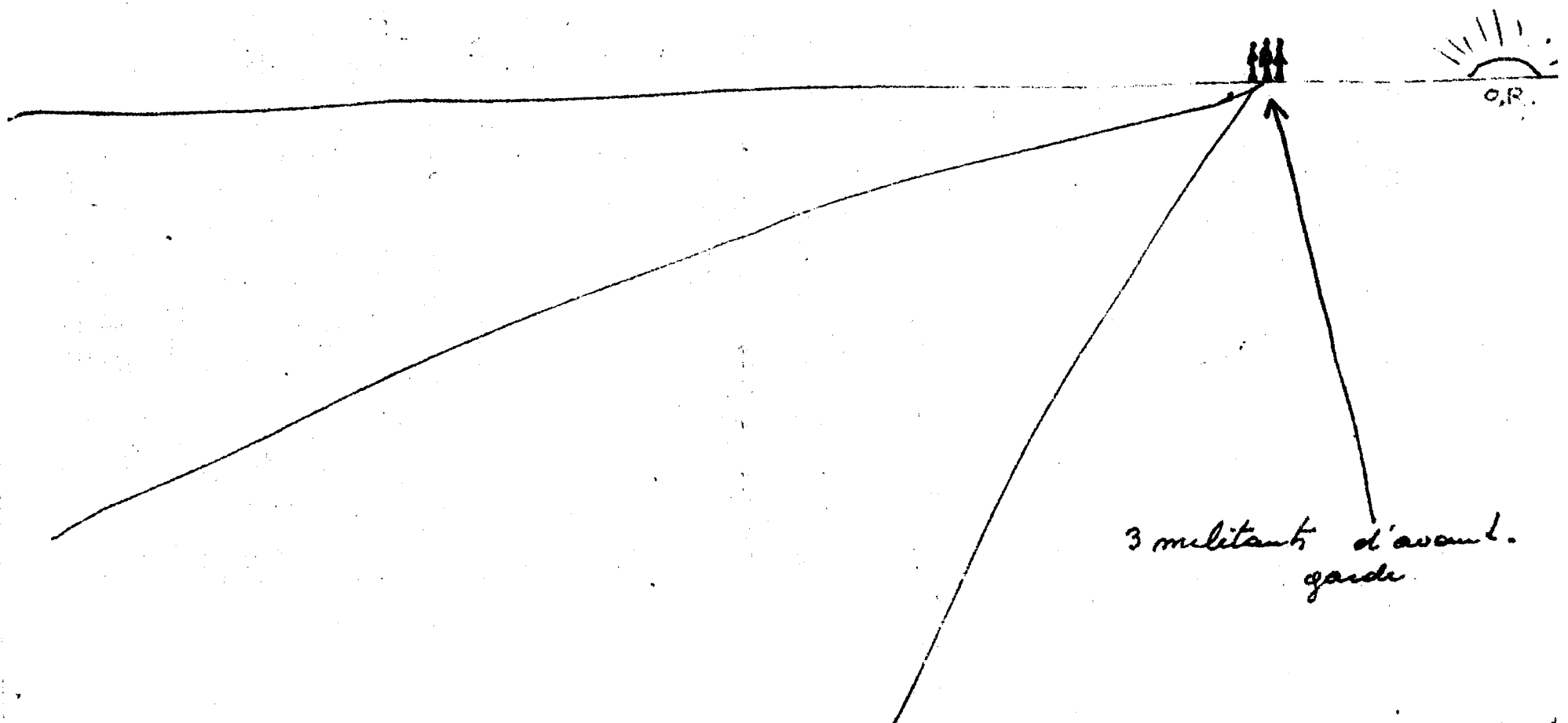
La direction commence à paniquer. Elle doit se réunir le soir. Dans les services commerciaux, il y a un vent de trouille qui souffle. A la suite de la grève à Tolmatil, il est impossible de charger 500 tonnes de tôles magnétiques sur allège. Ces 500 tonnes, destinées à la Chine de Mao, doivent absolument partir le 23 d'Anvers, car les Chinois ont comme principe, si les commandes ne sont pas livrées à temps, de couper les crédits, le paiement s'effectuant alors avec plusieurs années de retard (2). Le directeur commercial décide de faire charger le matériel à la division de Jemeppe (ex-Espérance, 3km plus haut sur la Meuse) ; une journée se passe, et, vendredi, c'est Jemeppe qui débraye, alors que Tolmatil a repris. Finalement, l'allège est chargée de nuit, après le chargement des commandes propres à Jemeppe, et voyage de nuit jusqu'à Anvers.

Phénix-Aluminium est en grève depuis une réunion des délégués de minuit à 2 heures du matin.

A Seraing, dans la sidérurgie, seuls les Fours Martin et les laboratoires travaillent encore.

La division de la Construction Mécanique part en grève le matin, et ce malgré une manoeuvre de la part des délégués. Ceux-ci ont en effet provoqué des assemblées séparées de la Chaudronnerie

-
2. Pour information, Tolmatil fabrique des tôles magnétiques à grains orientés et à grains non orientés sous licence Armco-Pittsburgh. Deux facteurs ont permis à Cockerill d'obtenir le contrat avec la Chine, bien que ses tôles soient plus chères que celles de la concurrence internationale : l'influence d'un pro-chinois bien introduit dans les milieux de la direction, et le discours de Harmel en faveur de l'entrée de la Chine à l'O.N.U. Notons aussi que Cockerill fournit ces tôles à l'Albanie, 2 à 3.000 tonnes par an à l'Allemagne de l'Est et 22.500 tonnes à l'U.R.S.S. O Capital International !



3 militants d'avant-garde

(plus combative) et le reste de la division, alors que de tous temps, les assemblées ont été communes. N'empêche, les 2.500 gars de la Chaudronnerie et de l'Atelier de Mécanique débrayent.

Au train à froid de Jemeppe (ex-Espérance), à 8 heures du matin, quelques gars plus combatifs passent dans les ateliers en appelant à tenir une assemblée. Celle-ci est aussitôt récupérée par les délégués qui expliquent que le principe de la prime est accepté par le patron, mais que rien n'est fixé quant à son montant. Pour que les négociations se déroulent convenablement, il faut reprendre le travail. Dans un vote à mains levées, 90% des ouvriers décident de reprendre, avec la promesse que les délégués reviendront les informer dans l'après-midi du résultat de ces discussions. Apparemment, la réunion patrons-syndicats n'est pas fort probante, car la pause de nuit débraye à 10 heures ; la division s'arrête pendant 24 heures.

Nouvelle assemblée de la Traction : refus de reprendre le travail.

A Tolmatil et Ferblatil, après une reprise de quelques heures dans la matinée, nouveau débrayage.

Il semble que les débrayages soient irréguliers à Phénix-Works.

Vendredi 19

Le matin, reprise à Tolmatil, Ferblatil, Prayon, et, à 22 heures, à Jemeppe. La R.T.B. annonce que les délégués de Phénix inviteront à la reprise.

A 13h. 30, nouvelle assemblée de la Traction, sans résultat (pour les syndicats !). Cockerill-Ougrée est donc toujours paralysé. De même, la grève se poursuit à la Construction Mécanique et aux Tubes de la Meuse.

A la Cokerie de Seraing, 21 fours sur 69 fonctionnent. Un haut-fourneau au moins est mis en veilleuse à l'ancienne usine d'Ougrée-Marihaye.

Lundi 22

Tous les secteurs reprennent le travail, sauf la sidérurgie et la Construction Mécanique de Cockerill. Nouvelle assemblée de la Traction : 64 voix en faveur de la grève et 52 pour la reprise.

Mardi 23

Le personnel de la Traction, dans une nouvelle assemblée provoquée le matin, décide, découragé, de reprendre le travail. La déception est grande, car ils se rendent compte que leurs problèmes propres pour lesquels ils s'étaient mis en grève, ont été complètement enterrés au profit des mots d'ordre syndicaux.

La reprise est donc totale dans la sidérurgie, ainsi qu'à la Construction mécanique, qui a également décidé de reprendre le travail.

"Tous les adjectifs qui consacrent l'imprécision pouvaient... être employés... pour qualifier la situation dans les usines de la région sérésienne où une photographie exacte du mouvement de protestation des ouvriers contre la vie chère restait bien malaisée."

Cette phrase, extraite du journal La Cité des 20 et 21 mars, rend parfaitement la situation au cours de ces huit jours de grève. Une fois de plus, la division entre les départements, l'absence totale d'information d'un secteur à l'autre, le manque d'assemblées communes ont empêché le mouvement de se développer et de prendre des formes plus autonomes, donc plus dures. La chose était cette fois plus grave, car le mouvement a connu une ampleur inégalée depuis 60-61. En fait, il semble que ni la radio, ni la presse, ni les syndicats n'auraient pu, s'ils l'avaient voulu, donner une "photographie exacte du mouvement". Seule, peut-être, la direction était exactement au courant d'une situation qui, néanmoins, lui échappait des mains et fluctuait d'heure en heure.

A ce jour, il est encore impossible de dire, pour chaque secteur, quand il a cessé le travail et quand il a repris, du moins avec précision. De même qu'il est impossible de dire quel secteur a été contraint au chômage, quel secteur a débrayé par solidarité, spontanément ou par suite de manoeuvres électorales de la part des délégués, il est impossible de préciser dans quelles conditions s'est faite la reprise dans chaque secteur. On ne sait rien des manoeuvres syndicales qui se produisent dans ce genre de cas. Dans cette mesure, la tactique de division pratiquée depuis des années par les syndicats a été payante pour eux, et la Traction en a fait les frais.

Par contre, il semble qu'une certaine émulation ait joué à l'extérieur de l'usine, dans les quartiers ouvriers ou dans les cafés voisins, au cours de discussions de rencontre. On en veut pour preuve que des usines qui n'ont rien à voir avec Cockerill, comme les Ateliers de la Meuse ou Prayon (sinon une commune appartenant à la Société Générale), que des divisions ou des filiales qui n'ont rien à voir avec la sidérurgie (telles que la Construction mécanique, Tolmatil, Ferblatil, les Tubes de la Meuse et, dans une moindre mesure, Phénix-Works) ont débrayé, alors que Chertal, directement impliquée dans le circuit de production de l'acier, n'a pas suivi le mouvement.

Les directions syndicales ont joué le rôle que les patrons attendent d'elles : une soupape de sûreté. Si, pour des raisons de tactique régionale (voir Liaisons n°7) et électorale, elles n'ont pas désavoué le mouvement comme dans la grève des mineurs de 70, à aucun moment elles ne l'ont reconnu officiellement (il ne faut pas rompre la convention, n'est-ce pas ?). Elles se sont bornées à mettre en avant leurs propres mots d'ordre, pour noyer un mouvement, celui de la Traction, qui émanait des travailleurs eux-mêmes et qu'elles ne pouvaient donc contrôler, et pour désamorcer un mouvement qui s'avérait menaçant à l'horizon.

Car il faut reconnaître qu'un malaise dû à la hausse du coût de la vie existe réellement parmi toutes les couches de la classe ouvrière. Depuis la fin de 1970, ce malaise est explosif : il suffit de voir toutes les pirouettes gouvernementales en matière de prix et de budget, la décision de Fabrimétal d'anticiper les hausses de salaires liées à l'index, ainsi que les manifestations de mécontentement de couches sociales jusqu'alors peu remuantes (pay-sans, commerçants, secteur public, enseignants, même les flics). Mais sur ce thème, les syndicats ont mis en avant leurs mots d'ordre sans demander l'avis des travailleurs. Avec art, ils les ont tenus dans l'ignorance totale de la situation de la grève et quasi-totale de l'évolution des négociations. En fait, on peut dire que si le mouvement avait démarré sur le thème de la vie chère par la volonté des travailleurs eux-mêmes, au moment qu'ils auraient choisi eux-mêmes, il aurait très probablement pris des formes beaucoup plus dures ; plusieurs ouvriers nous ont en effet dit qu'à leur avis, 500 francs étaient bien insuffisants. Faut-il entrevoir là la possibilité que le mouvement redémarre, lorsque les syndicats reviendront avec des propositions qui seront sans aucun doute inférieures à ces 500 francs.

On conçoit que, dans ces conditions, les travailleurs aient été manoeuvrés d'un bout à l'autre, ou presque. On comprend qu'ils ne soient pas sortis dans la rue comme ils l'avaient fait en décembre 60, qu'ils n'aient pas constitué des organes autonomes de lutte, qu'ils n'aient pas cherché à développer l'information au-delà des ouï-dire. Dans l'ensemble, ce mouvement n'était pas le leur, mais celui d'une bureaucratie syndicale qui lançait un mouvement contrôlé, soit pour éviter de se trouver en face d'une grève plus ample et incontrôlable, soit pour se donner une contenance de représentativité à l'approche des élections.(3). Et là où le mouvement lui échappait des mains ou démarrait contre sa volonté, cette même bureaucratie a tout fait pour que le travail reprenne. La tactique des assemblées-massues où les mêmes arguments sont répétés chaque jour et sans arrêt, lui a été fort utile pour arriver à ses fins.

Mais à côté de tant d'aspects négatifs dans cette grève, il fallait que quelque chose de positif se révèle. Leur attitude payante à court terme, les syndicats l'ont payé cher : leur rôle a été rendu public. Non seulement les ouvriers de Cockerill se rendent compte qu'on les a traités comme des marionnettes, mais de plus, on a dit et répété partout, depuis la motion citée ci-dessus jusqu'à la presse et la radio, que les syndicats allaient faire reprendre le travail. Pour la première fois dans la région et à une si vaste échelle, on a révélé publiquement à quel bord appartiennent leurs délégués et leurs syndicats : celui des patrons. Et quand les causes de la tension durent, ça ne s'oublie pas...

3. La seule proposition un peu osée émane de la C.C.M.B. (Centrale Chrétienne des Métallurgistes, délégués de Liège) : l'organisation d'une journée de grève générale. Voilà qui rappelle singulièrement les propositions de la F.G.T.B. et du Parti Communiste en 60, et qui furent volatilisées par le puissant mouvement de la grève générale illimitée.

Il convient de relever un autre fait positif : plus clairement que jamais est apparu le fait que, dans une grande usine moderne, dont la technicisation est développée au maximum, l'arrêt d'un seul secteur, aussi réduit sur le plan du personnel que la Traction, peut entraîner des milliers et des milliers d'ouvriers à l'inaction et paralyser entièrement la production. Cette arme, les travailleurs de la Traction l'ont expérimentée à fond au cours de cette grève et ils s'en resserriront. D'autres services, comme les électriciens, ne tarderont pas à la mettre en application.

Pour terminer, ajoutons que les mineurs de Collard ne sont pas partis en grève. Mais c'est moins le résultat de la pression syndicale que de l'indécision face à un mouvement aussi imprécis. Les employés de Cockerill n'ont pas non plus suivi le mouvement ; d'une part, comme tous les employés d'usine, ils se sentent étrangers aux problèmes des ouvriers et, d'autre part, ils ont aussi leurs problèmes propres, à savoir la disparité des salaires avec les employés de l'ex-Espérance. Il faut y ajouter qu'ils commencent à se rendre compte que certains traitements sont incroyablement élevés : en effet, la moyenne-base de calcul des primes est de 20.000 francs par mois, alors que l'immense majorité des employés n'en gagne pas 15.000 (nombre d'appointés : 4 à 5.000).

LEXIQUELET POUR MIEUX COMPRENDRE LA SIDERURGIE DU BASSIN DE LIEGE (et pour qu'on n'y revienne plus)

- Cockerill-Ougrée-Providence-Espérance-Longdoz (abr. Cockerill)

a) Fusion en 1955 de la S.A. d'Ougrée-Marihaye (Ougrée) et de la S.A. John Cockerill (Seraing). Celle-ci comprenait, entre autres les usines d'Athus (depuis 1945) et l'usine de tôles à froid Ferblatil (Tilleur) depuis 1948.

Adjonction, entre autres, de l'usine de tôles magnétiques (Tilleur) Tolmatil en 1957 et du chantier naval d'Hoboken en 1964.

b) Fusion de la précédente avec la S.A. des Laminaires, Hauts-Fourneaux, Forges, Fondries et Usines de la Providence (Marchienne-au-Pont). Celle-ci comprenait, entre autres, plusieurs entreprises en France et des mines de fer au G-D. de Luxembourg.

c) Fusion en juin 70 avec la Société Métallurgique d'Espérance-Longdoz. Celle-ci comprenait, entre autres, une usine sidérurgique à Seraing, un train à froid à Jemeppe, un secteur à Liège-Longdoz et une usine à Chertal.

d) Cette société inclut également le Charbonnage Collard.

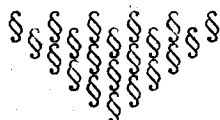
- Traction : service qui assure le transport, principalement par trains, des matières (acier, fonte, coke) à l'intérieur de l'ancienne usine Cockerill-Ougrée. L'arrêt de ce service, qui comprend une centaine de travailleurs, entraîne l'arrêt à plus ou moins bref délai de la sidérurgie.

- Chertal : division sidérurgique de l'ancienne Espérance-Longdoz, située à Herstal (11 km. au Nord-Est de Liège). Toutes les autres divisions sont situées dans la banlieue sud-Ouest, le long de la Meuse : Ougrée, Scraing sur la rive droite, Tilleur, Jemeppe, Flémalle-Haute sur la rive gauche. Le lien entre le Nord et le Sud est établi par chemin de fer et par un oxy-duc.
- Phénix-Works : filiale de Cockerill depuis 1970, galvanisant la plus grande partie de la production de cette usine (Flémalle-Haute). Phénix-Aluminium se trouve à Ivoz-Ramet (rive droite).
- Usines à Tubes de la Meuse : filiale de Cockerill (Flémalle-Haute).
- Ateliers de la Meuse : usine de Sclessin (rive gauche de la commune d'Ougrée)
- Prayon : Usine d'Engis (18 km. au Sud-Ouest de Liège), spécialisée dans la sidérurgie des non-ferreux et dans les produits chimiques à base de soufre. La division-mère se trouve à Forêt-Prayon (12 km. à l'Est de Liège).
- Pauses : il y en a trois par jour, de huit heures chacune : 6-2, 2-10 et la nuit. De plus une minorité d'ouvriers font la "normale" (7 1/2-4 1/2), tandis que certains secteurs (surtout les services d'entretien) travaillent également les samedis, dimanches et jours fériés : ce sont les "feux continus".
- Aciérie Thomas, Fours Martin : divisions de l'ancienne usine Cockerill.
- Train à fil, Train à billettes, Bloomings I et II : secteurs de la division laminiers de l'ancienne usine Cockerill.
- Train à froid : laminage à froid (Jemeppe)

UN PEU DE GROS SOUS

Intéressant à connaître : les bénéfices des patrons quand on sait la diligence avec laquelle ils lâchent une augmentation de salaires. Les bénéfices de Cockerill pour 1970 s'élèvent à 1 milliard 111 millions 125 mille 550 francs. Pas mal, hein ? De ce petit pécule, la bagatelle de 747 millions est destinée à être répartie comme dividende aux bienheureux qui ont des actions Cockerill, à raison de 160 francs par part sociale.

Remarquons en passant que cette même somme, répartie entre les travailleurs (prenons un gros chiffre : 20.000), permettrait d'attribuer à chacun 37.350 francs. Enfin, n'insistons pas : les patrons ne seront jamais d'accord.



F O R D - G E N K

La duplicité de certains patrons n'a vraiment pas de bornes. celui de Ford-Genk recevra une prime dans son genre. Ouvrez bien vos yeux et asseyez-vous !

C'était il y a une semaine ou deux. Les 40.000 ouvriers qu'emploie Ford en Angleterre sont en grève depuis près de 2 mois. L'usine de Genk manque de plus en plus de fournitures en provenance de l'Angleterre et, par conséquent, tourne de plus en plus au ralenti. Le patron voit le quart d'heure où il devra mettre les ouvriers en chômage faute de travail.

Seulement, il y a un défaut : le chômage, ça se paie. Comment faire pour que les ouvriers ne travaillent plus, sans devoir les payer ? C'est simple : il suffit qu'ils se mettent en grève.

Du coup, notre patron rusé, profitant de l'arrivée il y a peu d'une main d'œuvre italienne d'immigration récente, donc peu expérimentée, notre patron, dis-je, décide d'augmenter les cadences ! Et pas un peu : le rythme actuel est d'environ 1050 voitures par jour, et il faudrait en produire 120 à 130 de plus.

A l'heure qu'il est, nous ne savons pas quel a été le résultat de ce piège à cons. Peut-être la situation s'est-elle rétablie à la suite de la reprise en Angleterre le 2 avril ?

BASE DE DISCUSSION

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"

La transformation radicale de notre société ne peut se faire que par un mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les autres catégories socio-économiques et les mouvements de révolte qui en sont issus jouent un rôle d'appoint dans la mesure de leur exploitation par le capitalisme.

L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales servent d'intermédiaires sur le marché du travail, elles utilisent les luttes ouvrières pour des buts politiques, elles sont des auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne. D'autre part, depuis toujours, le système parlementaire n'est que le paravent des oligarchies et bureaucraties privées ou d'Etat.

Les soi-disant partis et avant-gardes révolutionnaires, qui se prétendent seuls détenteurs de la conscience de classe et de la voie vers la révolution, et qui reproduisent la distinction traditionnelle entre dirigeants et dirigés, ne peuvent aboutir au maximum qu'à une nouvelle situation de domination et d'exploitation ne modifiant en rien les rapports de production.

Nous estimons, quant à nous, que l'avènement d'une société nouvelle sera l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décision, les Conseils Ouvriers, assumant ainsi directement la responsabilité de leur lutte. Les Conseils Ouvriers sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble des travailleurs.

Dans cette optique, "Liaisons" se définit comme un regroupement de camarades, aux fins d'information mutuelle et de liaison entre les travailleurs qui veulent coordonner leurs luttes. "Liaisons" se solidarise avec l'action de groupes analogues dans d'autres pays.

Notre regroupement n'entend tomber ni dans l'activisme, ni dans l'intellectualisme, en dissociant travail pratique et travail théorique, car aucun aspect de la réalité sociale n'est indépendant de son ensemble. Aussi, le rôle de ses publications sera-t-il de diffuser des informations à tous les niveaux, des articles de combat, des analyses de situations et des études théoriques.
